

# Mes entretiens avec Chamberlain

Christian Rakovsky

Source: «La Revue des Vivants», 1ere année, n° 8, septembre 1927, pp. 209. Notes MIA.

## Premier Entretien

Mon premier entretien avec M. Chamberlain a eu lieu peu après son installation au *Foreign Office* [en novembre 1924]. C'était ma première visite de courtoisie que je faisais au nouveau Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, mais je profitais de cette occasion pour attirer son attention sur l'incident, qui a eu un si fâcheux effet pour les relations anglo-soviétiques : je veux parler de la fameuse « lettre Zinoviev ».

Je lui donnais l'assurance la plus catégorique que cette lettre était un faux ; je lui rappelais que, dans ma note du 25 octobre [1924], j'avais fourni les preuves péremptoires de sa fabrication. Dans une note postérieure, mon Gouvernement a demandé que la question de la fausseté ou de l'authenticité de cette lettre fût soumise à un arbitrage impartial.

M. Chamberlain m'a dit qu'il n'avait pas encore eu l'occasion de s'occuper de cette question, et qu'il n'était pas en état de dire si la lettre était vraie ou fausse.

## Second Entretien

Mon second entretien avec M. Chamberlain eut lieu le 21 novembre 1924. Je transcris ici notre conversation d'après ma relation officielle envoyée au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères.

En me reportant à des événements récents, j'entamais ainsi la conversation :

— Vous me permettrez de commencer par le Message du Trône. Le passage de ce dernier, où il est question de la nécessité de conserver des relations diplomatiques normales avec l'Union des Soviets, a été accueilli avec satisfaction par mon Gouvernement, et avec sympathie par notre opinion publique, mais je dois déclarer que nous avons été déconcertés par votre discours sur le même sujet à la Chambre des Communes. Contrairement à ce qui a été dit dans le Message du Trône, vous avez déclaré qu'entre nous il n'existe pas de relations diplomatiques normales.

M. Chamberlain a manifesté sa surprise.

— Comment cela ? S'il n'y a pas de relations diplomatiques entre nous, alors vous ne pourriez pas être ici chez moi ; je ne me souviens pas d'avoir fait une déclaration semblable.

Je lui ai répondu que ces déclarations se trouvent pourtant dans son discours.

Sur-le-champ, il a demandé qu'on lui apporte le compte-rendu sténographique du Parlement.

— Il faut dire que dans certains cercles, après votre discours, on s'attendait à une rupture effective de nos relations ; d'autre part, une série de faits contribuent à l'affermissement de ce sentiment. Ainsi l'attitude du représentant anglais à Tirana à la suite de l'intervention duquel notre représentant diplomatique, M. Krakovetsky, a dû quitter la capitale de l'Albanie<sup>1</sup>. Je racontais à M. Chamberlain, en quelques mots, les faits comme ils nous ont été rapportés.

— C'est absurde, où est-ce que vous avez puisé vos renseignements ? Dans les journaux ?

— Non, les renseignements des journaux ont été confirmés par les relations de notre représentant diplomatique à Tirana, à la suite d'un entretien avec le secrétaire du Gouvernement de M. Fanoli. Il nous a été communiqué que c'est seulement au prix du départ de notre représentant que le Gouvernement anglais aurait promis son appui à M. Fanoli.

M. Chamberlain a noté ma communication en déclarant :

— De ces renseignements absurdes je ne sais rien. Je n'ai jamais promis d'accorder un appui quelconque au Gouvernement albanais. Je considère que l'incident qui a eu lieu en Albanie est une affaire purement locale.

— J'ai observé que, d'après mes renseignements, l'affaire était infiniment plus sérieuse. À la prétendue révolte contre l'ancien Gouvernement albanais, ont participé plus de 5.000 soldats appartenant à une armée étrangère, et dont la grande majorité était constituée d'anciens soldats wrangéliens se trouvant sur le territoire de Yougoslavie. Le second fait sur lequel je désirais avoir une déclaration rassurante de votre part concerne notre flotte à Bizerte<sup>2</sup>. Dans certains cercles, on a lancé la nouvelle que le Gouvernement anglais serait décidé à empêcher le retour de notre flotte, alors qu'elle ne peut présenter pour l'Angleterre aucun danger.

— Des informations dans les journaux ?

— Oui, mais nous devons en tenir compte tant qu'elles ne sont pas démenties par le *Foreign Office*. Ces informations étant répandues par des agences plus ou moins officieuses, nous devons leur prêter attention, car elles sont reproduites dans nos journaux et provoquent une certaine émotion, non seulement dans l'opinion publique, mais aussi au sein du Gouvernement ainsi que vous avez pu vous en convaincre par la dernière interview de [M. Tchitchérine](#). D'autre part, vous n'étiez pas à Londres et je ne pouvais pas obtenir les éclaircissements nécessaires.

— Nous ne pouvons pas tenir compte des informations de la presse ni les démentir. Le *Foreign Office* n'aurait pas assez de temps s'il lui fallait démentir tous les faux bruits. En ce qui concerne la flotte à Bizerte, lorsque j'étais à Paris, il m'a été communiqué que [M. Poincaré](#) s'était engagé à rendre la flotte immédiatement après votre reconnaissance. Moi, j'ai répondu que, du côté de l'Angleterre, il n'y avait pas d'objections.

— Je prends acte, avec joie, de vos déclarations, mais il ne faut pas que vous soyez surpris si de pareils renseignements trouvent crédit car, pendant ces dernières semaines, dans toute la presse, la politique

---

1 Premier représentant diplomatique soviétique en Albanie, Krakovetsky était arrivé à Tirana le 16 décembre 1924. Dès le lendemain, l'ambassadeur d'Angleterre, avec l'appui de ceux d'Italie et de Yougoslavie, protesta auprès du gouvernement albanais contre l'admission du plénipotentiaire de l'URSS. Le représentant anglais promit officiellement que si Krakovetzky était renvoyé, l'Angleterre arrêterait de soutenir l'offensive d'un dirigeant rebelle, Ahmed Zogou. Le gouvernement albanais demanda donc à Krakovetzky de quitter l'Albanie.

2 Après sa défaite en 1920, le général contre-révolutionnaire Wrangel emmena, lors de l'évacuation de la Crimée par ses troupes, une partie de la flotte russe de la mer Noire, qui fut plus tard saisie par la France et envoyée à Bizerte (Tunisie). Cette flotte comportait 1 cuirassé, 3 croiseurs, 10 torpilleurs, 4 brise-glaces armés, 2 canonnières, 4 sous-marins, 2 vaisseaux-écoles, 3 remorqueurs et 1 navire de soutien pour sous-marins.

de l'Angleterre, vis-à-vis de nous, a été représentée sous un jour particulier. Il y a eu unanimité dans l'affirmation que l'Angleterre tend à organiser contre nous un bloc européen. Les renseignements qui nous sont arrivés, sous ce rapport, des États baltes, nous paraissent symptomatiques. Ainsi on nous a fait savoir que les banques des États baltes, qui faisaient des affaires avec nous, renoncent à financer certaines opérations commerciales, invoquant le mot d'ordre reçu des banques anglaises avec lesquelles elles sont en rapport.

— Les banques anglaises agissent d'une manière indépendante : mon Gouvernement ne peut pas se mêler de leurs affaires.

— Mais les banques suivent la politique du Gouvernement et s'y adaptent.

— Je vous déclare que le Gouvernement ne se mêle pas de l'activité des banques et qu'en tous cas il n'a pas donné aux banques de pareilles instructions.

La conversation a passé sur les rapports commerciaux entre l'Angleterre et l'Union des Soviets. Je lui ai montré que, quoique dans son discours au Parlement, il ait souligné, avec raison, que, dans notre balance commerciale, les achats à l'industrie anglaise occupent une faible place, dans les chiffres qu'il a présentés pour les achats de ce qu'on appelle des marchandises de réexportation, ne figurent pas certains achats importants tels que l'achat d'argent à l'Angleterre pour une somme de 6 millions de livres sterling<sup>3</sup>.

J'ai expliqué ensuite à M. Chamberlain que le manque de crédits à longs termes nous forçait à acheter en Angleterre surtout des matières premières immédiatement transformables en marchandises. Nous étions nous-mêmes intéressés à acheter en Angleterre le plus grand nombre possible de machines. Ce qui est aussi dans l'intérêt de l'industrie anglaise.

M. Chamberlain a objecté que l'octroi de crédits à longs termes était rendu difficile du fait que nous n'avions pas accompli les obligations de l'ancien Gouvernement tsariste. Il a développé ensuite la thèse connue qu'on ne pouvait gagner la confiance, en Angleterre qu'en respectant certains principes parmi lesquels celui de la continuité des obligations.

La conversation a passé sur les traités annulés<sup>4</sup>. Je tâchais de montrer à M. Chamberlain, en m'appuyant sur les récents traités anglo-russes et en invoquant mes négociations avec les porteurs de bons, que cette question aurait reçu une solution satisfaisante si le Gouvernement actuel n'avait pas renoncé à leur ratification.

M. Chamberlain a observé que ces traités n'étaient pas satisfaisants pour le Gouvernement actuel et c'est la raison pour laquelle il ne les a pas ratifiés.

Je lui ai fait remarquer qu'il serait dans l'intérêt de l'industrie anglaise que le Gouvernement conservateur étende sur la Russie les avantages des lois prévoyant des facilités pour le commerce extérieur (*Trade facilities acts*) et que nous puissions ainsi obtenir des crédits à longs termes. Il a suivi avec attention l'exposé que je lui fis du mécanisme de ces lois. Il a appelé même son secrétaire pour lui demander des renseignements sur le fonctionnement de ces lois et sur les conditions requises pour leur application à notre commerce. Il m'a communiqué entre autres que le Gouvernement conservateur a rapporté la mesure qui interdisait l'application des *Trades facilities acts* pour la construction de navires en Angleterre – mesure dictée par la crainte d'une concurrence étrangère à la flotte commerciale anglaise.

---

3 Ce métal a été transformé en pièces d'argent par la Cour des Monnaies de Londres. Or, les statistiques douanières anglaises d'habitude ne font pas mention de la monnaie exportés.

4 Il s'agit d'un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS signé par Rakovsky et le gouvernement MacDonald le 8 août 1924. Il ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », qui précipita la chute du cabinet travailliste en octobre 1924 et la victoire électorale des conservateurs.

La conversation a continué à rouler sur les perspectives de notre commerce pour l'année courante. Je lui ai montré que nous avons l'intention d'acheter des marchandises pour cinq cents millions de roubles à l'étranger, et que moi, en qualité de représentant diplomatique en Angleterre, je considérais de mon devoir de placer le plus possible de commandes ici. Il m'a répondu que, pour lui aussi, c'était très désirable et que c'est par la voie du commerce que nous pouvions arriver à résoudre aussi les difficultés politiques.

Entre temps, on a apporté les comptes rendus sténographiques du Parlement, et j'ai indiqué moi-même à M. Chamberlain ce passage de son discours qui était, à mon avis, en contradiction avec le Message du Trône. J'ai eu l'impression qu'il a été un peu embarrassé tout en me déclarant qu'il n'y avait pas de contradiction et qu'en réalité des relations diplomatiques normales peuvent exister, sous trois conditions :

1° Si des documents semblables à la « lettre de Zinoviev » ne se reproduisent plus ;

2° Si, entre le Komintern et le Gouvernement des Soviets, il n'existe plus ces liens dont a parlé, en son temps, [M. MacDonald](#), dans sa note ;

3° Si, du côté du Gouvernement des Soviets, il n'y a pas d'actes hostiles à l'Angleterre dans les différents pays.

J'ai écouté attentivement l'argumentation de M. Chamberlain. Quand il a terminé, j'ai commencé à répondre à chacun de ses trois points, mais au premier mot il m'a interrompu en disant qu'il ne désirait plus entendre parler de la « lettre de Zinoviev », car le Gouvernement anglais était absolument convaincu de son authenticité.

— Je ne voudrais pas prendre votre temps ni le mien, a dit M. Chamberlain, en revenant à cet incident.

Cela ne m'a pas empêché de m'arrêter à cette lettre en lui démontrant que, dans cet incident, comme partie ayant souffert, c'était à nous de nous plaindre et de protester. Je lui ai rappelé l'exemple de l'affaire Dreyfus, lorsque, pour prouver l'authenticité d'un faux, les auteurs de ces derniers ont dû en fabriquer de nouveaux. J'ai exprimé l'hypothèse que la lettre n'avait pas été fabriquée à Londres même, mais qu'elle faisait partie d'une intrigue ayant son centre en dehors des frontières anglaises pour compromettre les relations entre l'Angleterre et la Russie.

Il m'a remercié, non sans certaine ironie, de n'avoir pas accusé les Anglais de fabriquer des faux à quoi j'ai répliqué que j'avais fourni les preuves au *Foreign Office* que les Anglais aussi sont capables de fabriquer des faux. A cela, M. Chamberlain a répondu que le cas lui était connu.<sup>5</sup>

En ce qui concerne le Komintern, je lui ai montré le précédent créé par l'Angleterre elle-même qui, après la Commune de Paris, a refusé d'interdire l'activité du Comité Exécutif de la Première Internationale qui siégeait à Londres, M. Chamberlain m'a objecté que les membres du Gouvernement anglais ne faisaient pas partie de la Première Internationale. À quoi j'ai répliqué que, à cette époque, il n'y avait pas de Gouvernement socialiste.

Quant au troisième point développé par lui, je lui ai expliqué que ce serait absurde de présenter notre Gouvernement comme s'occupant de l'organisation de révolutions dans les autres pays. L'Union des

5 Il s'agit d'une série de faux connus sous le nom « *les faux Sinkelton* ». Ce dernier, ancien agent de *Scotland Yard*, avait pendant des années fabriqué des faux soviétiques, dans lesquels devaient être compromis une série d'hommes politiques anglais. Une liasse de ces faux a été déposée par l'ambassade des Soviets à Londres au *Foreign Office*, au commencement de novembre 1924. En 1922, par les soins des faussaires qu'on accusait d'être en rapport avec des organisations secrètes anglaises, a été fabriqué un numéro spécial de la « *Pravda* » qui devait être donné au *Foreign Office*. Les faussaires n'avaient pas observé que l'imprimeur anglais de la « *Pravda* » avait mis, au bas de la quatrième page, son adresse, probablement parce qu'il ne se doutait pas du travail qu'on voulait lui faire faire.

Soviets est un grand pays avec une nombreuse population qui désire organiser sa vie matérielle. Notre Gouvernement est prêt à chercher un accord entre ses intérêts et ceux des autres pays, aussi bien en Europe qu'en Asie. Nous en avons fourni les preuves pendant la Conférence anglo-soviétique, quand nous avons présenté un mémorandum sur la question d'Orient. Pour éviter tout malentendu, je lui ai exposé les idées fondamentales de ce mémorandum, et j'ai ajouté que, ayant besoin nous-mêmes de faire du commerce avec les autres États et de demander le concours de leurs capitaux, nous ne pouvions pas avoir l'idée saugrenue d'empêcher que le commerce et les capitaux étrangers pénètrent sur d'autres continents en respectant l'indépendance de leurs peuples.

M. Chamberlain m'a déclaré qu'il n'a pas eu connaissance du mémorandum en question et, après avoir pris une note, a ajouté qu'il s'y intéresserait. En revenant de nouveau à la question de la propagande, M. Chamberlain a observé que notre presse faisait de la propagande communiste et que celle-ci était faite évidemment avec le consentement et l'encouragement du Gouvernement.

Je lui ai fait remarquer qu'il se faisait une idée fautive du caractère de notre presse en considérant que, cette dernière appartenant au même parti que le Gouvernement, se trouvait sous le contrôle de ce dernier et n'avait pas la liberté de discuter des questions politiques. Sans une pareille liberté, elle ne pourrait exister.

M. Chamberlain a objecté, avec une pointe d'ironie, que cette liberté de critique se rapporte probablement aux questions de politique extérieure. Je lui ai répondu qu'elle se rapporte aussi à des questions de politique intérieure.

— Si vous aviez suivi la presse soviétique, vous auriez pu vous convaincre qu'elle critique, non seulement les mesures du Gouvernement, mais souvent aussi les personnes qui se trouvent à la tête de ce Gouvernement ; parfois, même, à l'adresse de beaucoup de nos Commissaires [*du peuple*], paraissent des articles assez véhéments.

Deux jours après ma visite chez M. Chamberlain, j'ai reçu, à mon cabinet, à l'Ambassade, celle de M. Hodgson, le représentant diplomatique anglais, à Moscou. Il connaissait déjà ma conversation avec M. Chamberlain. Il a exprimé son sentiment que M. Chamberlain désire s'entendre avec nous. Mais sur cette voie se trouve l'activité du Komintern.

À mon objection qu'entre le Komintern et le Gouvernement soviétiste, il n'existe aucun lien formel et constitutionnel, que le Gouvernement ne peut pas être rendu responsable de l'activité du Komintern, M. Hodgson a déclaré que lui-même le savait et que souvent la politique du Komintern se trouve en contradiction avec la politique du Gouvernement des Soviets. Il m'a même rappelé une caricature publiée dans les « *Izvestia* » représentant : en haut [Zinoviev](#) sur une tribune, et en bas Tchitchérine, la tête dans ses mains, exprimant l'horreur.

J'ai dit à M. Hodgson :

— Vous devez contribuer à ce qu'on ait en Angleterre une idée plus exacte, non seulement de l'activité du Komintern, mais aussi de notre presse sur laquelle, ai-je trouvé, M. Chamberlain se méprend. Vous savez aussi, dis-je à M. Hodgson, combien notre presse critique le Gouvernement et les Commissaires du Peuple et comment certains Commissaires sont attaqués.

De son côté, M. Hodgson a ajouté qu'il a lu des articles où précisément un Commissaire avait été nommé « *ex-camarade* ».

### Troisième Entretien [1<sup>er</sup> avril 1925]

Je n'ai pas conservé de notes de mon troisième entretien avec M. Chamberlain. Son sujet principal fut le passage sur l'Angleterre de l'exposé fait par M. Tchitchérine à la session du Comité Exécutif Central de l'Union, qui venait d'avoir lieu à Tiflis<sup>6</sup>.

En constatant l'existence d'un antagonisme entre les intérêts de l'Angleterre et de l'Union des Soviets, M. Tchitchérine tirait de ce fait même la nécessité de conclure un accord avec l'Angleterre, car si cet accord ne survenait pas, les contradictions anglaises et soviétiques iraient en augmentant, et mèneraient directement à un conflit.

J'avais reçu des instructions de mon Gouvernement pour connaître le sentiment exact du Gouvernement anglais sur les traités que nous avons signés avec le Gouvernement précédent de Mr. Mac Donald, étant prêt à accepter telle modification qui n'irait pas à l'encontre de nos intérêts.

Tout en se gardant d'entrer en discussion sur ce sujet, Chamberlain a posé la question de la reconnaissance des dettes. J'ai eu l'impression de lui avoir démontré qu'on peut arriver à la solution du problème des dettes sans qu'on nous inflige un démenti à notre législation. J'ai dit à M. Chamberlain que si je me présentais devant le Gouvernement anglais, avec un arrangement fait avec les porteurs de titres de dettes, le Gouvernement anglais n'aurait eu qu'à enregistrer ce fait. Mais il reste la grande question des crédits.

Je me souviens que pendant cette conversation, M. Chamberlain s'est plaint d'une conférence que l'Ambassadeur des Soviets à Pékin, M. Karakhan<sup>7</sup>, aurait faite à l'Université locale. Je lui ai objecté que si, au point de vue des règles de la diplomatie occidentale, on pourrait y voir une dérogation, ce n'est pas le cas en Chine où les ambassadeurs sont invités à exposer la politique de leur Gouvernement devant l'auditoire universitaire. L'exemple de M. Karakhan avait été suivi ou précédé par le Ministre des États-Unis, M. Schurmann, qui avait fait lui aussi une conférence à l'Université de Pékin.

Sur le principal sujet de ma conversation du 1er avril : le renouvellement des négociations en Angleterre, je n'ai pu obtenir satisfaction parce que M. Chamberlain a posé la question préalable. L'idée qu'il a développée a été à peu près la suivante : « Avant de conclure de nouveaux traités avec l'Union des Soviets, il faut tout d'abord avoir la certitude qu'elle va les respecter.

### **Un Entretien avec Sir William Tyrrel**

C'était à peine quelques jours après sa nomination comme sous-secrétaire permanent en remplacement du défunt Sir Eric Crow.

Après les félicitations d'usage, je passai directement à mon sujet qui était une plainte contre le ton et le contenu d'un discours du secrétaire d'État aux Affaires intérieures, Sir Johnson Hicks, qui, le jeudi précédent, à un meeting de Primrose League<sup>8</sup> s'était livré à une attaque véhémement contre le Gouvernement des Soviets.

Sir William Tyrrel m'a déclaré qu'il n'a pas lu le discours et ne sait pas si le Ministre de l'Intérieur s'est livré à une attaque contre le Gouvernement des Soviets ou contre le système soviétique. Je lui ai observé qu'il ne s'agit pas de la critique de nos idées, mais des attaques contre notre Gouvernement.

---

6 Le Comité exécutif central pan-russe des Soviets s'était exceptionnellement tenu du 3 au 5 mars 1925 à Tiflis (aujourd'hui Tbilissi, capitale de la Géorgie).

7 Karakhan, Lev Mikhaïlovitch (1889-1937), diplomate soviétique d'origine arménienne. Adhère au POSDR en 1904, d'abord menchevique. Arrêté et déporté en 1915. Libéré par la Révolution de Février 1917, adhère à l'organisation des Social-démocrates unifiés qui fusionne avec le Parti bolchevique en juillet. Secrétaire de la délégation soviétique à Brest-Litovsk en novembre 1917. À partir de mars 1918, membre du Collège du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères (NKID) et Commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères. Ambassadeur en Pologne (1921-1922), en Chine (1923-1927) et en Turquie (1934-1937). Arrêté et exécuté pendant la Grande Terreur.

8 Club, puis organisation électorale fondée en 1883 pour diffuser les principes conservateurs.

Tant que la campagne est menée par la presse, nous n'avons aucun motif de protester considérant que la presse est libre de critiquer et attaquer, mais quand de pareilles attaques viennent de la part d'un membre du Gouvernement anglais, la situation change. Des discours semblables ne font qu'empêcher les efforts faits en vue de la stabilisation des rapports normaux entre l'Angleterre et l'Union des Soviets.

J'ai rendu hommage à l'attitude correcte du *Foreign Office*, mais je ne pouvais pas dire autant de Sir Johnson Hicks qui est aussi un membre du Gouvernement. « *Un de vos collègues* », ai-je dit à Sir William Tyrrel.

Ce dernier m'a interrompu en disant que je devais distinguer entre le Gouvernement politique et « *l'administration* » à laquelle M. Tyrrell appartient. C'est pourquoi, lui répliquais-je, je voulais présenter ma protestation à M. Chamberlain lui-même. J'ai ajouté que je considérais que ce n'était pas une politique bien profonde que celle qui rejetait sur le Gouvernement des Soviets tout ce qui se passait au monde : en Bulgarie, en Afrique du Sud, au Portugal et si on parle de responsabilités, il faut bien les chercher là où elles sont.

Ici, M. Tyrrel m'a répliqué que, autrefois aussi, tous les événements dans les Balkans étaient attribués à la Russie. De même que, répondis-je, les événements en Asie-Mineure, en Arménie et autres lieux étaient attribués à l'Angleterre. Je lui ai rappelé l'époque de la révolte arménienne, quand l'Angleterre demandait l'autonomie de l'Arménie et que le prince Lobanoff-Rostovsky lui répondait qu'il ne pouvait l'accorder, ne voulant pas créer sur la frontière russe en Asie une seconde Bulgarie.

Une conversation générale commença sur les affaires des Balkans.

Avec ce jugement dégagé qui le caractérise, Sir William Tyrrel a passé en revue les différentes races des Balkans. Il a parlé des Grecs, Bulgares, Serbes, Roumains, et à propos de ces derniers il m'a dit que probablement je ne devais pas les aimer outre mesure. Je lui ai déclaré que, au contraire, j'ai une très grande sympathie pour le peuple roumain.

M. Tyrrel a continué en disant qu'il s'attendait à voir, à la suite de la guerre, s'apaiser l'ancienne haine entre les peuples balkaniques. Ils chercheront des accords entre eux, en commençant par l'union douanière. Mais il est obligé de constater qu'actuellement toute la vieille haine persiste. Il ne croit pas que cela soit dû à des questions de race car, sous ce rapport, les Balkans représentent un mélange. Il n'existe pas là une seule race pure.

Je lui ai répliqué que la haine entre les peuples des Balkans s'expliquait par la politique des grandes puissances et plus particulièrement par celle de l'Autriche et de la Russie tsariste. Les différents traités internationaux, en commençant par ceux qui furent conclus à la suite de la guerre des Balkans et en finissant par ceux conclus à la suite de la guerre mondiale, n'ont fait qu'accroître les antagonismes dans les Balkans.

Sir William Tyrrel a été de mon avis pour déclarer que seule une union entre les différents États balkaniques<sup>9</sup> et une égalité réelle entre les différentes nationalités, races et religions, pouvaient créer un État stable dans ce coin de l'Europe. Mais ses idées à lui, qui appartient à l'Administration, n'engagent en rien le Gouvernement anglais.

---

9 Il s'agit d'une idée chère à Rakovsky : la Fédération des peuples balkaniques . Voir son texte [Vers l'Entente balkanique](#).

Il m'a raconté ses souvenirs des guerres balkaniques<sup>10</sup> et de la fameuse conférence de Londres de 1912. Tous s'occupaient à « intriguer » les uns contre les autres, exception faite de Venizélos<sup>11</sup> qui, tout le temps, restait silencieux, incarnant la sagesse et la modération. J'ai observé que Venizélos était convaincu que les plus grands États balkaniques, Serbie, Bulgarie, Roumanie entreraient en conflit et que la Grèce devrait, avec patience, attendre le moment pour s'enrichir aux frais des vaincus.

Notre conversation revenait souvent sur les rapports anglo-soviétiques ; mais, dans le désespoir d'obtenir de Sir William Tyrrel une réponse déterminée, je me suis contenté de soulever une question formelle. Je lui ai rappelé que, encore à l'époque de [Lord Curzon](#), il avait été établi une règle entre nous de ne pas recourir à des notes ou à des explications publiques sans avoir cherché, préalablement, par des conversations directes, à liquider les incidents éventuels.

J'exprimai le désir que cette règle, que les deux Gouvernements respectaient jusqu'au fameux faux Zinoviev, fut de nouveau respectée dans l'avenir. J'ai fait remarquer à M. Tyrrel, que M. Mac Donald, en réponse à mon reproche au sujet de la « lettre de Zinoviev » qui a fait l'objet d'un échange de notes avant d'avoir cherché à élucider cette question directement avec moi, m'a déclaré qu'il n'était pas au courant de l'accord établi entre nous et le *Foreign Office* de l'époque de Lord Curzon.

À ma proposition que dans l'avenir cet accord soit respecté, Sir William m'a répondu qu'il ne doute pas que M. Chamberlain partage mon point de vue.

#### Quatrième Entretien (5 novembre 1925)

C'était après la conclusion du pacte de Locarno<sup>12</sup>. M. Chamberlain commença son entretien par une allusion à ma nomination comme Ambassadeur à Paris, qui, à son avis, devrait me donner entière satisfaction.

Je lui ai objecté qu'au point de vue de notre loi nous sommes tous des représentants diplomatiques, avons le même titre et que les rangs d'Ambassadeur ou de Ministre n'existent que par rapport aux Gouvernements auprès desquels nous sommes accrédités.

Il m'a dit ensuite que la France m'étant connue je m'y sentirais mieux qu'ailleurs. J'ai été ainsi amené à lui dire dans quelles villes françaises j'avais fait mes études. J'ai exprimé le regret de quitter l'Angleterre où je me considérais, non seulement comme un représentant diplomatique, mais aussi comme un « étudiant » qui cherchait à connaître la culture anglo-saxonne. Je lui ai exprimé mes remerciements pour le concours qu'il m'a prêté et mon regret que ma mission pour le rapprochement avec l'Angleterre n'ait réussi qu'en partie. Je lui ai également exprimé l'espoir que [M. Krassine](#) aura plus de succès pour terminer la tâche commencée par moi.

M. Chamberlain a fait un exposé de la situation politique internationale telle qu'elle vient de se fixer par rapport à nous. Cet exposé a duré à peu près une dizaine de minutes. Je l'ai écouté attentivement sans l'interrompre. Il a dit à peu près ce qui suit :

---

10 La Première guerre des Balkans, qui débuta en octobre 1912, était une guerre de libération nationale menée par les nations balkaniques opprimées par l'empire turc. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople. La Seconde guerre balkanique débuta en juin 1913 et opposa la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie. Elle s'acheva par le Traité de Bucarest du 30 juillet 1913.

11 Venizélos, Elefthérios (1864-1936), l'un des plus importants hommes d'État de la Grèce moderne, ayant été sept fois Premier ministre entre 1910 et 1933.

12 À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte de garantie ». Cinq traités sont en réalité signés par lesquels l'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

« Je désire que, par rapport à ma politique, il n'y ait pas de malentendu en Russie. On m'attribue un mémorandum que j'aurais envoyé dans les différentes capitales de l'Europe et qui serait dirigé contre la Russie. Ce mémorandum n'existe pas. Comme je vous l'ai d'ailleurs déclaré plusieurs fois, je ne me suis pas occupé de la création d'un bloc antisoviétique.

Quand vos voisins directs ou indirects se sont adressés à moi pour un conseil, je leur répondais : l'amélioration de vos rapports avec la Russie ne peut qu'aider ma politique d'apaisement de l'Europe. Ce serait de mon côté une idiotie – excusez-moi si j'emploie ce mot, mais parlant avec vous en français, je ne trouve pas une expression plus juste – que de chercher à provoquer de nouveaux conflits, tandis que depuis toujours le but de ma politique, c'est la consolidation de la paix. Mais il ne faut pas que vous considériez que si deux États aboutissent à s'entendre, cela signifie que c'est une troisième puissance qui est visée. »

M. Chamberlain continua :

« J'ai dit, à Locarno, à M. Stresemann<sup>13</sup>, que M. Tchitchérine répète la faute qui fut fatale à la diplomatie allemande avant la guerre. L'Allemagne considérait que si un accord intervenait entre l'Angleterre, la France et la Russie, etc., cet accord serait dirigé contre elle. J'ai pu parler avec cette franchise, sans crainte d'offenser M. Stresemann parce que, à Locarno, nous avons eu des conversations non seulement comme des représentants officiels de nos Gouvernements, mais aussi en tant que collègues mûs par la même sincérité. Il faut faire une politique d'apaisement général.

J'ai dit à M. Stresemann : Est-ce que votre situation était meilleure parce qu'entre nous et Paris nous échangeons des notes aigre-douces ? L'Allemagne ne peut que gagner au rapprochement des autres pays. La même chose se passerait pour vous, mais dans ma politique vis-à-vis de la Russie, je suis gêné par le travail de la IIIe Internationale qui apparaît comme une organisation étroitement liée au Gouvernement des Soviets et plus forte que celui-ci. Le but de cette organisation, c'est le renversement du régime existant dans les autres États et en particulier en Angleterre. »

L'exposé ci-dessus de la déclaration de M. Chamberlain, tout en étant un résumé, reproduit, dans ses parties essentielles, ses propres expressions.

Quand il eut terminé, j'ai pris la parole à mon tour.

— Je vous ai écouté avec beaucoup d'attention. Permettez-moi de vous présenter maintenant mes objections. J'ai toujours transmis, avec exactitude, vos déclarations rassurantes à mon Gouvernement, et parfois même directement à notre opinion publique, par l'intermédiaire de notre presse, et toujours dans le même esprit rassurant. Personnellement encore, avant que vous n'arriviez au pouvoir, j'ai noté ce fait que vous seul, parmi les leaders du parti conservateur, n'avez pas fait la critique du traité anglo-soviétique. (M. Chamberlain n'a pas démenti mon affirmation.) À part cela, nous savons que la politique de l'Angleterre a toujours été très prudente et qu'elle évite d'être entraînée dans des aventures. Mais vous devez reconnaître que nous sommes forcés de tenir compte, non seulement de ce que vous dites, mais aussi de ce que nous disent les autres membres du Gouvernement, et en outre de ce qu'écrit la presse anglaise. Vous ne pouvez pas nier qu'une fraction notable du parti conservateur anglais nous est excessivement hostile, qu'elle ne se réconcilie pas avec le fait même de l'existence de l'Union des Soviets, qu'elle considère notre Gouvernement comme une menace à la civilisation, qu'elle prêche contre nous une véritable croisade.

M. Chamberlain m'a interrompu :

---

13 Stresemann, Gustav (1878-1929) : Fonde le Parti populaire allemand après la Première Guerre mondiale. Chancelier en 1923, puis ministre des Affaires étrangères (1923-1929). Sa politique conduit à la signature du pacte de Locarno en 1925, à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations en 1926 et au pacte germano-soviétique de 1926.

— Excusez-moi de ne pas vous laisser achever votre pensée, mais je tiens ici même à noter que ma politique est approuvée par les membres du Gouvernement. Je possède suffisamment de faits pour justifier une rupture des relations diplomatiques avec la Russie, mais je ne le fais pas. J'ai toujours dit : il faut attendre ; la Russie peut changer, car c'est elle qui a plus besoin de l'Europe que l'Europe n'a besoin de la Russie. À part cela, nous avons pris des mesures pour notre défense. Je ne veux pas tenir compte de ce que, en Allemagne, les nationalistes quittent le cabinet de M. Stresemann et que les partis nationalistes sont contre l'accord de Locarno ou de ce qu'en France, la situation de [M. Briand](#) ne soit pas très solide en raison de la crise au sein du Gouvernement, ni qu'enfin, en Italie, M. Mussolini se trouve au pouvoir. Ma politique consiste non seulement à s'appuyer sur ceux qui désirent la consolidation de la paix européenne, mais à leur donner un appui et un concours.

— Autant que votre politique poursuivra la consolidation de la paix en Europe, lui répondis-je, et tant que vous poursuiviez ce but à Locarno, vous devez comprendre qu'une paix sans nous, et encore moins une paix contre nous, n'est possible. De notre côté, nous avons tout fait pour améliorer nos rapports avec l'Angleterre. Vous pouvez être témoin que, pendant tous mes entretiens avec vous, d'une manière directe ou indirecte, j'ai insisté sur la nécessité de reprendre les négociations.

— Je puis le confirmer, mais je ne peux pas entamer des négociations, car au premier pas je me serais heurté à la question de la bonne foi du Gouvernement des Soviets.

— Je sais qu'il s'agit de la IIIe Internationale, mais permettez-moi de vous exprimer mon opinion en toute franchise. Vous avez vous-même, à Genève, parlé de la différence qui existe entre la psychologie française et la psychologie anglaise. Vous avez dit que les Français étaient un peuple logique, les Anglais un peuple empirique et qu'en Angleterre, à côté d'un grand respect de la tradition, existent des courants de progrès social, à côté du respect de la propriété privée, le socialisme municipal, etc. Or, la Russie, il faut la prendre telle qu'elle est, avec toutes ses contradictions intérieures. Nous sommes un État sorti de la plus grande révolution du monde ; nos convictions sont communistes ; à la tête du pouvoir de notre pays se trouve un parti communiste qui est lié à l'Internationale communiste. Pouvez-vous vraiment demander à ce parti de renier ses origines ? À côté de cela, vous devez considérer que nous sommes un État ayant plus de cent quarante millions d'habitants, que nous avons besoin de développer notre économie nationale, que nous avons besoin de faire du commerce, d'exporter et d'importer, et que dans l'intérêt même de notre développement, nous voulons, de la façon la plus sincère, la consolidation de la paix européenne.

Je considère que la faute de la politique anglaise consiste en ceci : au lieu de chercher à fortifier vos relations avec nous par la voie du rapprochement des deux Gouvernements, vous faites une politique qui mène à des résultats contraires. Je puis vous citer comme exemple l'attitude de l'Angleterre dans la question des crédits. C'est une erreur fatale de croire qu'on peut, par pression sur nous, arracher des concessions d'ordre politique ; au contraire, on serait arrivé plus vite à des relations amicales si, dès le début, vous aviez accordé une plus grande attention à nos rapports économiques. Cela nous aurait amené à apprécier l'amitié de l'Angleterre. Que les partis mènent leurs luttes entre eux, mais que les Gouvernements cherchent à s'entendre.

À ce même moment, on annonçait l'arrivée de M. Stammer (Ambassadeur d'Allemagne) et j'ai cherché à abrégé notre conversation en attirant l'attention de M. Chamberlain sur la campagne faite dans la presse anglaise à l'occasion de ma nomination à Paris. Je lui ai dit que j'avais lu dans le « *Daily Telegraph* » et dans les autres journaux anglais que ma nomination en France aurait eu pour but de troubler les rapports entre la France et l'Angleterre.

— Ce serait une idiotie – permettez-moi de reprendre votre terme – de croire qu'une telle politique, se trouvant en contradiction complète avec la situation générale de l'Europe, aurait le moindre succès. En partant pour la France, je reste le même partisan du rapprochement anglo-russe tout comme si j'étais à Londres.

J'ai exprimé à nouveau le regret de n'avoir pas eu la chance de remplir ma tâche jusqu'au bout et en même temps l'espoir que mon successeur aurait plus de succès.

La réponse de M. Chamberlain fut celle-ci :

— Je crois en votre intelligence et ne puis pas ne pas vous attribuer de pareilles idées, car vous savez quels rapports d'amitié existent entre la France et l'Angleterre ; mais permettez-moi, en revenant à notre conversation, de vous dire qu'il faut que le Gouvernement des Soviets fasse sa propre politique.

Le sens des paroles de M. Chamberlain était que le Gouvernement des Soviets ne doit pas se laisser guider dans sa politique par la IIIe Internationale.

### **Sur la fausse «Lettre de Zinoviev»**

Mes relations avec Sir Austen Chamberlain commencèrent dans une atmosphère détestable créée par la note du *Foreign Office*, signée Grégori, – le titulaire du *Foreign Office* de cette époque, M. Mac Donald, étant en tournée électorale, – et dans laquelle était dénoncée la lettre dite de Zinoviev. Il ne m'était pas difficile, le lendemain même, de dénoncer, dans ma réponse au Gouvernement anglais, la fausseté de cette lettre.

Comme il arrive souvent, cette fois-ci encore, les faussaires avaient commis quelques petites erreurs, mais grossières, qui ne laissaient aucun doute sur leurs auteurs. Dans la fameuse lettre, attribuée à Parnell, publiée par le « *Times* », l'orthographe d'un mot différente de celle employée par Parnell, permit de découvrir le pot aux roses. Dans la lettre de Zinoviev, il y avait deux erreurs grossières. La première : c'était l'en-tête : « *IIIe Internationale Communiste.* » Ceci est une absurdité, car jusqu'à présent il n'y a qu'une seule Internationale communiste. On peut écrire « *IIIe Internationale* », mais alors sans l'adjectif « *communiste* ».

La deuxième erreur consistait en ce que les faussaires avaient accompagné la signature de Zinoviev d'un titre non existant : « *Président du Bureau du Comité Exécutif de la IIIe Internationale Communiste.* » Or, Zinoviev, étant élu par le Congrès même, était Président du Comité exécutif tout entier.

Je ne parle pas du contenu même de la lettre qui était un tissu absurde de communisme et de blanquisme, mais ces erreurs du document ne pouvaient être remarquées que par les connaisseurs des doctrines socialistes.

On sut bientôt qu'au fond il n'existait pas à proprement dire de document, ni même de photographie de document. Ce qu'on prétendait être la « lettre de Zinoviev » n'était qu'une minute notée par quelqu'un qui aurait servi d'indicateur au Scotland Yard ou autre service de contre-espionnage, et qui aurait entendu Zinoviev dictant sa lettre. Pour donner plus de vraisemblance à l'authenticité de cette minute, on prétendait qu'un autre personnage, celui-là à Londres, aurait entendu la lecture de cette lettre quand elle aurait été faite au Comité Central du Parti communiste anglais. Les deux minutes étant concordantes, il en était résulté la preuve de l'authenticité de ce fameux document.

Je ne m'arrête pas sur le côté formel de la question, car, si même la lettre de Zinoviev était authentique, elle n'engageait en aucune manière le Gouvernement des Soviets, la politique de ce dernier étant dictée par des considérations autres que celles qui dictent la politique d'une organisation internationale de partis existant légalement dans la plupart des pays de l'Europe.

On connaît le rôle décisif que la publication de cette lettre a joué dans les résultats des élections anglaises. Les leaders du Parti ouvrier affirmaient qu'elle leur a coûté au moins 250.000 voix et une centaine de sièges. Le parti libéral, qui avait travaillé avec les conservateurs pour la dissolution du Parlement, en mettant en échec la politique de M. Mac Donald vis-à-vis de la Russie des Soviets – c'est-à-dire les traités anglo-russes – est sorti de la lutte complètement écrasé.

À peu près un million des libéraux, effrayés par le « *danger bolcheviste* », ont voté pour les candidats du parti conservateur.

Les leaders du parti ouvrier, ayant été victimes d'une manœuvre électorale, étaient intéressés à soulever le voile de cette intrigue ténébreuse. Ainsi on a pu apprendre de la bouche des ministres travaillistes eux-mêmes, que déjà le 6 octobre, c'est-à-dire avant la dissolution du Parlement, courait le bruit – qui vint même jusqu'à Mac Donald – que les conservateurs avaient en main une arme qui devrait leur aider à porter au Gouvernement travailliste un véritable coup de massue. Quand ce fameux document parvint dans les bureaux de l' « *Intelligence Service* », il aurait été transmis aux cinq ministères, qualifiés pour prendre connaissance des documents de ce genre : le *Foreign Office*, le *Home Office*, le *Colonial Office*, et les ministères de la Guerre et de la Marine.

Les chefs des cabinets de quelques-uns de ces ministères n'auraient pas attribué une importance quelconque à ce document. Mais le *Foreign Office* se serait montré plus susceptible. Les « bureaux » auraient présenté la lettre à M. Mac Donald qui, de sa propre main, écrivit un brouillon de note au chargé d'affaires des Soviets à Londres, en donnant en même temps l'instruction qu'on fasse préalablement les recherches nécessaires pour se convaincre de l'authenticité du document dit « Lettre de Zinoviev ».

D'autre part, il n'a jamais été dans la pratique du *Foreign Office*, à l'époque de la présence de M. Mac Donald au pouvoir, d'envoyer une note sans que M. Mac Donald lui-même l'ait revue et corrigée plusieurs fois. Certains de ses documents, comme par exemple la lettre que M. Mac Donald écrivit à M. [Poincaré](#), n'aurait pas subi moins de six corrections successives.

Le vendredi 24 décembre, au moment où M. Mac Donald se trouvait à Aberhaven, chef-lieu de sa circonscription électorale, retenu à l'hôtel par un mal de dent – donc à la portée du téléphone du *Foreign Office* – parvint à ce dernier la nouvelle que le lundi suivant, c'est-à-dire 27 octobre, donc deux jours avant les élections, le « *Daily Mail* », qui – on ne sait comment – se trouvait en possession d'une copie du document dit de Zinoviev se préparait à lancer une « bombe », c'est-à-dire à publier la lettre, en s'en servant contre le Gouvernement de M. Mac Donald. C'est alors que pour prévenir la manœuvre du « *Daily Mail* », les fonctionnaires du *Foreign Office*, en se consultant entre eux, mais sans consulter M. Mac Donald, auraient décidé de lancer la fameuse note accompagnée du document dit de Zinoviev.

D'après des renseignements qui parvinrent au public, le Gouvernement travailliste réuni en conseil, après les élections, aurait envisagé la question de la destitution de certains fonctionnaires du *Foreign Office* et de l'arrestation du rédacteur en chef du « *Daily Mail* » « pour « *divulgation de secrets d'Etat* ». Mais c'était le dernier conseil du Gouvernement de M. Mac Donald avant qu'il donne sa démission.

À l'arrivée au pouvoir des conservateurs, le conseil des ministres décida la formation d'un comité de « Trois », parmi lesquels Sir Austen Chamberlain, Johnson Hicks, ministre de l'Intérieur, et Douglas Hogg, procureur général, pour examiner l'authenticité de la lettre.

C'est à ce moment qu'a eu lieu mon premier entretien avec M. Chamberlain qui, à mon affirmation de la fausseté de la lettre, m'a répondu qu'il ne l'avait pas encore examinée et qu'il ne pouvait pas dire si elle était vraie ou fausse.

Chacun peut se rendre compte de la difficulté, presque de l'insolubilité du problème devant lequel se trouvait le Comité des Trois. Proclamer la fausseté de la lettre, c'était compromettre l'autorité morale de la majorité conservatrice de la Chambre des Communes, élue grâce à un faux. Mais cela signifiait d'autre part porter un coup à l'autorité du *Foreign Office*.

Quand je me suis adressé à un personnage important, pour lui demander quelle attitude, à son avis, prendrait le Comité des Trois, il m'a répondu :

— Le document est faux, mais nous ne pouvons pas ne pas croire notre *Foreign Office*. Nous avons le meilleur service des renseignements du monde. Il y a deux choses en lesquelles croit tout Anglais : la Bible et le *Foreign Office*.

Mon interlocuteur appuya : « *Non, le Foreign Office et la Bible.* »

Actuellement, la fausseté de la lettre dite de Zinoviev est établie d'une manière incontestable. C'est un journal anglais, le « *Manchester Guardian* », du 24 mai, cette année [1927], qui a publié une correspondance de Berlin, due à son rédacteur, M. Voigt, le même qui a mené dans ce journal la campagne contre le gouvernement des Soviets à propos de la *Reichswer*, et qui a raconté tout en évitant de dire les noms, que la fausse lettre Zinoviev avait été fabriquée à Berlin, sous les auspices d'un employé d'une mission étrangère qui s'était servi en partie de coupures faites dans l'organe du parti communiste allemand, la « *Rote Fahne* ». De Berlin, cette lettre aurait été transmise par le directeur de l'office berlinois d'un grand journal de Londres (on comprend de quel journal il s'agit). Il est plus certain que, en même temps, la lettre avait été transmise par d'autres canaux à Londres, aux bureaux de Londres de l'*Intelligence Service*.

Le 15 décembre 1924, M. Chamberlain déclarait à la Chambre des Communes que l'authenticité de la lettre dite Zinoviev ne pouvait pas être mise en doute, car elle était confirmée de quatre sources différentes.

Les connaisseurs en cette matière spéciale affirment qu'il entre dans la pratique des faussaires qui veulent donner un caractère d'authenticité à leurs œuvres, de faire parvenir ces dernières par différentes voies qui toutes aboutissent enfin au même endroit, c'est-à-dire l'*Intelligence Service*. Ainsi, le même document est vendu simultanément sur le marché de Riga, de Varsovie, de Berlin, aux agents du même pays ou parfois aux agents des différents pays. Comme ceux-ci se rendent des services mutuels, les différentes copies parviennent ainsi au même bureau central.

Après le procès de Droujilovsky, le chef d'un des bureaux de faux, à Berlin, qui s'étant aventuré imprudemment sur le territoire russe, fut arrêté et jugé, il fut reconnu que le faux Zinoviev avait coûté soixante-dix livres sterling. Jamais dépense ne fut plus productive pour ceux qui veulent semer le trouble en Europe, provoquer des conflits et préparer la guerre.

Pourtant, nos affirmations énergiques de la fausseté de la lettre dite Zinoviev, notre proposition de la soumettre à un arbitrage impartial, eurent un certain résultat positif. La rupture des relations diplomatiques avec la Russie, qui était demandée à cette époque déjà, avec insistance bruyante par la presse conservatrice et par une partie notable de la majorité conservatrice de la Chambre des Communes, fut renvoyée à une époque ultérieure.

Je ne veux pas m'étendre sur mes entretiens avec Sir Austen Chamberlain, et je me contenterai d'attirer l'attention sur quelques points spéciaux.

Il avait été établi, d'un commun accord, en 1923, après l'ultimatum qu'en mai 1923, Lord Curzon avait envoyé au gouvernement des Soviets, que toutes les fois qu'un incident ou un malentendu surgirait entre les deux pays, leurs représentants chercheraient à les aplanir immédiatement par des conversations amicales sans les laisser s'accumuler et sans recourir à l'échange réciproque de notes diplomatiques qui souvent ne servent qu'à envenimer les rapports.

Cette procédure, je l'ai appliquée, et le *Foreign Office* aussi, jusqu'à la fameuse note du 24 octobre. Encore à l'époque du gouvernement conservateur de 1923, quand Lord Curzon présidait la politique du *Foreign Office*, nous avons liquidé, par des conversations directes, un incident provoqué par la plainte du ministre anglais à Téhéran, contre l'agence télégraphique « *Rosta* ». Nous avons suivi la même procédure sous le gouvernement de M. Mac Donald. À cette époque aussi il y a eu des incidents

et des malentendus très sérieux, par exemple à propos de la révolte de tribus à la frontière indienne de l'Afghanistan, des incidents survenus en Chine. Quoique M. Mac Donald ignorât, ainsi qu'il me l'a dit lui-même plus tard, cet accord établi avec Lord Curzon, il ne l'appliquait pas moins parce que c'est un procédé habituel entre deux pays qui veulent prévenir les conflits.

Durant mon séjour à Londres, après l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur, je n'ai jamais entendu du *Foreign Office* une plainte déterminée. On me faisait savoir qu'on possédait contre nous des « *montagnes de preuves* » (*mounts of proofs*), mais lorsque, durant mes entretiens, je sollicitais M. Chamberlain de me formuler des plaintes positives, je n'en ai entendu qu'une seule au sujet de la conférence tenue à l'Université de Pékin par M. Karakhan, notre représentant diplomatique en Chine. Par contre, j'entendais souvent le grief général contre la propagande de la IIIe internationale, et contre la politique de mon gouvernement vis-à-vis de l'Angleterre, sur le continent asiatique.

J'ai eu l'impression que le gouvernement anglais attendait que nous devinions nous-même ses désirs et que nous y adaptions notre politique. Ceci me rappelait l'expérience que j'avais faite avec le Comité des *bonholders* – les porteurs des bons – avec lequel j'ai poursuivi des négociations pendant un mois. Je lui apportais des propositions successives, mais le Comité n'a jamais voulu me dire quelles étaient les siennes. Son président, le vieux M. Cooper, ouvrait de temps en temps la bouche seulement pour me dire : « *Nous ne sommes pas autorisés à vous faire des propositions, mais seulement à écouter les vôtres et à les transmettre à nos mandants.* »

Il était difficile pour moi de deviner où finit, au point de vue du gouvernement anglais, la politique du gouvernement russe, et où commence la politique d'une organisation privée qui est la IIIe Internationale, et qui, tout en ayant des liens idéologiques avec le gouvernement socialiste de Russie – comme la IIe Internationale a des liens idéologiques avec des ministères ou des ministres socialistes de différents pays, – n'en reste pas moins une organisation privée responsable de ses actes politiques.

Il était aussi difficile de savoir jusqu'à quel point l'Angleterre nous permettait d'avoir une politique à nous, une politique russe, et qui ne soit pas considérée comme une politique anti-anglaise ? Ou fallait-il tirer la conclusion que la Russie ne devait pas avoir sa politique, mais servir de seconde à la politique de l'Angleterre ?

Une autre conviction que j'ai acquise durant mon séjour à Londres, c'est que pour une partie notable de l'opinion publique – de ce qu'on appelle les *Die hards* – ce n'est pas tel ou tel acte isolé du Gouvernement des Soviets qui lui déplaît, mais l'existence même de la république socialiste des Soviets qu'elle considère comme incompatible avec les intérêts de l'Empire britannique.

Le jour même où nous avons commencé les pourparlers avec le Gouvernement de M. Mac Donald, le 15 avril 1924, les banquiers de Londres ont lancé un mémorandum exposant leur programme vis-à-vis de la Russie, dont l'acceptation équivaldrait au suicide politique du Gouvernement soviétique.

Cette partie de l'opinion publique anglaise, minorité dans la nation anglaise, mais puissante par son argent et par ses journaux, manifestait une mauvaise humeur chaque fois que survenait une amélioration dans les rapports entre le Gouvernement anglais et celui de l'Union des Soviets.

J'ai vu très nettement la manifestation de ce sentiment à l'époque de la signature des traités anglo-russes en août 1924. Quoique ces traités apportaient la solution des problèmes pendants – et particulièrement de celui de la dette –, leur conclusion fut considérée comme un jour de malheur national de la part de ces cercles qui nous accusaient jusqu'alors de ne vouloir pas payer les dettes du tsar.

D'ailleurs, toutes mes tentatives, durant mon séjour à Londres – et mes entretiens avec Sir Austen Chamberlain en sont les preuves – de rouvrir les négociations anglo-soviétiques en déclarant d'avance

que nous sommes prêts à consentir de nouvelles concessions, se sont heurtées à cette objection préalable : « Vaut-il la peine de conclure des traités avec l'Union des Soviets ? »

J'ai dit plus haut que la rupture demandée par l'opinion conservatrice anglaise, à la fin de 1924, a été renvoyée. Mais la campagne continuait, et les ministres du cabinet Baldwin<sup>14</sup> y prenaient une part active. Particulièrement, MM. Joyhson Hicks, Churchill, Lord Beckenhead, qui se distinguaient par leurs attaques véhémentes contre le Gouvernement des Soviets.

Quand, d'autre part, le pacte de Locarno a été conclu et présenté à l'opinion publique anglaise, comme un pas vers la pacification de l'Europe, le ministre des Communications aériennes, Sir Samuel Hoare, déclara dans un discours que la grande importance de ce pacte consistait à détacher l'Allemagne de la Russie et à isoler cette dernière.

Je transmettais régulièrement à mon Gouvernement toutes les informations rassurantes de M. Chamberlain, mais je ne pouvais en même temps écouter, sans inquiétude, l'analogie qu'il me faisait après son retour de Locarno, entre la politique de mon Gouvernement et la politique du Gouvernement allemand, avant la guerre mondiale. Cette analogie, d'ailleurs nullement justifiée, met l'Union des Soviets dans un dilemme terrible.

Je me suis souvent demandé : est-ce que vraiment M. Chamberlain s'imaginait que, pour sortir de l'encerclement, nous allions répéter l'acte insensé de l'Allemagne de Guillaume II, avec sa fameuse « guerre préventive », ou pense-t-il qu'en voulant rester jusqu'au bout partisans de la politique de paix que demande le sentiment général de notre pays et qui est une condition essentielle des réformes socialistes chez nous, nous devons abdiquer notre rang de puissance socialiste indépendante ?

Puisque Sir Austen Chamberlain croit que c'est la Russie qui a besoin de l'Europe et non pas l'Europe de la Russie, c'est probablement cette dernière qui doit céder. À mon avis, c'est là l'erreur fondamentale de la politique anglaise vis-à-vis de la Russie soviétique.

La Russie des Soviets est aussi nécessaire au progrès économique du monde et à la consolidation de la paix tant sur le continent européen que sur l'Océan Pacifique, que l'Europe et l'Amérique sont nécessaires à la Russie des Soviets.

G. RACOVSKY,  
Ambassadeur de l'U.R.S.S. en France.

---

14 Baldwin, Stanley (1867–1947). Premier ministre conservateur en 1923-1924, 1924-1929 et 1935-1937.